**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

*Mise à jour : octobre 2022*

**PAYS:** République centrafricaine

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2023

**INFORMATIONS SUR LE PROJET**

|  |
| --- |
| **Titre du projet: Appui au dialogue social et communautaire inclusif pour la paix en République Centrafricaine****Numéro Projet / MPTF Gateway:**  **A-14/** **00129009** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire:**  **UNDP (Agence coordinatrice)** **ONU Femmes**  |
| **Date du premier transfert de fonds:** 15 octobre 2021**Date de fin de projet:** 15 octobre 2023 **Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation (avec ou sans coûts) ?** **Non****Ce projet demandera-t-il une prolongation (avec ou sans coûts) ?Non****Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?**  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** * Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire
* Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.
* Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s’il s’agit de différents bureaux pays, Vous aurez l’occasion de partager un budget détaillé dans la prochaine section.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Récipiendaire** | **Budget Alloué ($)** | **Transferts à ce jour ($)** | **Dépenses à ce jour ($)** |
| **UNDP** | 1 995 259.5 | 1 995 259.5 | 1 580 636,19 |
| **ONU Femmes**  |  1 513 333.64     |  1 513 333.64     | 1 192 744,34 |
|  |  |  |  |
| **TOTAL** | **$ 3 508 593.13** | **$ 3 508 593.13** | **2 773 380,53** |

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: **85%**\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\**Les modèles de budget sont disponibles* [*ici*](https://www.un.org/peacebuilding/content/application-guidelines)**Partenaires de mise en œuvre**À combien de partenaires de mise en œuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent jusqu'àprésent ? 2Merci d'énumérer chacun des partenaires d'implémentation et les montants transférés à chacun

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***Nom du partenaire de mis en œuvre*** | ***Type d*’o*rganisation (ex. Govt, s*ociété civile*, etc.)*** | ***Quel est le montant total (en dollars USD) déboursé au partenaire ?*** | ***Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire (175 mots max)*** |
| Emergency Development Network (EDEN) | OSC | 381 382, 29 | Poursuite de la facilitation du processus d’établissement des actes de naissance, campagne d’éducation civique et de prévention des violences électorales, réalisation des travaux d’intérêt communautaire dans 04 sites de mise en œuvre.  |
| Finn Church AidFCA | OSC | 389 040, 77 | Poursuite de la facilitation du processus d’établissement des actes de naissance, campagne d’éducation civique et de prévention des violences électorales, réalisation des travaux d’intérêt communautaire dans 04 sites de mise en œuvre. |
|       |       |       |       |

**Budgétisation sensible au genre :**Indiquez quel pourcentage (%) du budget contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) : ***47,3%.***Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : **1 531 491,75 USD**Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes:  **1 311 800 USD** |
| **Marquer de genre du projet :** **Marquer de risque du projet:** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Comité de Pilotage et Interactions avec le gouvernement**Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet?OUISi oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois01Veuillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi. (275 mots max.)Le Projet interagit avec le gouvernement à plusieurs niveaux : **Au niveau stratégique**, la présidence du Comité de Pilotage du Projet est assurée par le Ministère en charge de l’Economie, du Plan et de la Coopération Internationale. Les 02 réunions du Comité de Pilotage déjà organisées ont été présidées par la Directrice de Cabinet du Ministère avec la participation de hauts responsables des ministères en charge de la Promotion du Genre, de la Communication et des médias, la Jeunesse et des sports ; de l’Autorité Nationale des Elections (ANE) et des députés des zones de mise en œuvre du Projet. A ce niveau, les grandes orientations sont données à l’Unité de Gestion. **Au niveau technique**, toutes les entités gouvernementales sus mentionnées interagissent avec le Projet à travers leur participation au comité technique (03 rencontres déjà organisées). Prennent part à ces rencontres les techniciens sectoriels au niveau central. Il s’agit le plus souvent de la validation du chronogramme des activités et de la logique d’intervention, ains que des propositions d’éventuelles orientationsEnfin, **au niveau Opérationnel**, les unités déconcentrées des entités gouvernementales parties prenantes au Projet participe directement à la mise en œuvre du Projet. Aucune activité du projet n’est réalisée en l’absence d’un représentant d’une entité gouvernementale. Les interactions entre le Projet et le Gouvernement à (tous les niveaux) sont effectives. **En lien avec la théorie du changement, le Projet a facilité des échanges directs avec les principaux décideurs publics (mission de terrain des Ministres, députés et hauts responsables centraux, appui logistique au Dialogue Républicain etc.) et les populations à la base**.  |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par: Mohamed Elmehdi AG RHISSA, Coordonnateur du Projet (PNUD); Kevin Tangui, DEMANOU, Chargé du projet, UNWRapport approuvé par: Laurent RUDASINGWA, RRAP- PNUDLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport :OUI |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

*- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*

*- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*

*- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*

*- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*

*- Dans le tableau de résultats, soyez concis: vous avez 3000 caractères, incluant les espaces pour vos réponses.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

*Veuillez évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments suivant: (indiquez si l’activité est : ‘Pas commencé’, ‘commencé’, ‘partiellement complet’, ‘complété’, ‘pas applicable’)*

|  |  |
| --- | --- |
| Contractualisation des partenaires |  ***Complétée*** |
| Recrutement du personnel |  ***Complété*** |
| Collection des données de base |  C***omplétée*** |
| Identification des bénéficiaires |  ***Complétée*** |

Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 250 mots):

Toutes les activités préparatoires ont été menées : Le recrutement du personnel, la contractualisation avec les partenaires d’exécution et les entreprises devant assurer la construction de 08 maisons de la paix y compris celles devant réaliser les travaux d’intérêt communautaires (Forage d’eau potable, écoles, marchés etc.). L’étude de base du projet est validée et sert de guide aux interventions. L’équipe des consultants recrutés pour renforcer les capacités techniques des professionnels des médias communautaires est à pied d’œuvre.

Le projet a atteint sa vitesse de croisière en termes de mise en œuvre des activités et a entamé les 06 derniers mois avant la clôture opérationnelle.

Les activités de clôture du projet sont en cours de préparation (élaboration des Termes de référence de l’évaluation finale y compris l’enquête de perception, lancement du processus d’une équipe de professionnels de la communication pour la réalisation des reportages sur la mise en œuvre du Projet et les documents de capitalisation).

En dépit des retards enregistrés dans le recrutement des volontaires communautaires et les contraintes sécuritaires dans certaines localités, le projet sera clôturé dans les délais impartis.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (Limite de 550 mots):

Les activités du Projet ont fortement contribué à un activisme plus visible et déterminant des femmes leaders (les femmes députées et leaders d’OSC) sur les questions de participation des femmes à la vie publique. Dans les localités du projet, les femmes aspirantes aux postes électifs Ayant bénéficiées des renforcements des capacités les femmes députées ont organisé des séances de plaidoyer auprès des chefs locaux des partis politiques pour le respect de la loi sur la parité dans l’élaboration des listes de candidature. Au niveau de Bangui, 150 femmes se sont mobilisées massivement afin de prendre part à l’atelier national de validation du projet de modification du code électoral organisé par le ministère de l’Administration du Territoire. A l’issue de l’atelier, la quasi-totalité des recommandations formulées par les femmes a été validé et inséré dans le texte soumis au conseil des Ministres puis à l’Assemblée nationale.

Le Gouvernement s’est montré sensible à l’établissement et délivrance de 23 000 actes de naissance aux femmes et personnes vulnérables en âge de voter et a décidé, par le biais du Ministre d’Etat en charge de la Justice, de supporter dorénavant la moitié des couts relatifs à pareils processus. Une note de service du Ministre d’Etat en charge de la justice est en cours de préparation pour acheminement au ministre des Finances en vue de rendre légal cet engagement. Une telle mesure contribue fortement à la création d’un environnement favorable à la participation des personnes vulnérables aux élections locales. En effet, l’absence des pièces officielles (Carte nationale d’Identité, Passeport, Acte de naissance etc.) est l’une des barrières principales à la participation électorale des personnes vulnérables. Il convient de préciser que les coûts unitaires des jugements supplétifs d’acte de naissance oscillent entre 9 800 et 12 800 XAF selon les localités du Pays.

Les appuis multiformes du projet à l’égard des Comités Locaux de Paix et de réconciliation (CLPR) notamment le renforcement de leurs capacités en médiation et résolution des conflits, la fourniture du matériel de bureau et des équipements informatiques, la mise à leur disposition des motos etc. ont permis à ces derniers de mieux accomplir leurs missions au quotidien et d’être plus sollicités par les populations pour des médiations en cas de différends. Les rapports d’activité des CLPR soutenus par le projet font état de 34 différends réglés à leur niveau.

 Il est également observé une certaine confiance des autorités administratives locales à l’égard des CLPR. En guise d’illustration, à Paoua, Bria, Alindao et Bozoum les membres des CLPR sont de plus en plus associés aux réunions convoquées par les préfets et sous-préfets, la parole leur est donnée sur des questions d’intérêt communautaires ce qui n’était pas le cas avant le début du Projet. Il s’agit in fine, du renforcement de la collaboration entre les autorités administratives locales et les infrastructures locales de paix qui est l’un des objectifs poursuivis par le projet.

Les différents soutiens apportés aux radios communautaires (renforcement de leur capacité sur la diffusion des messages de paix, de tolérance, sur le processus électoral et la décentralisation y compris les questions de Genre) les ont rendus plus sensibles aux initiatives du projet comme le témoignent les résultats des pré et post test réalisés. A Bossangoa, 5/10 participants ont eu la moyenne au pré test. Mais après la formation, plus de 100% des participants ont eu une moyenne qui variait entre 9 et 10/10 au test d’évaluation des connaissances. En effet, les différentes activités du projet sont couvertes et diffusées par les radios communautaires dans les zones de mise en œuvre.

**PARTIE II: PROGRES PAR RESULTAT DU PROJET**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

**Combien de RESULTATS ce projet a-t-il ?** 02

**Résultat 1 :** **D'ici la fin du projet, les populations, en particulier les femmes, les jeunes et les populations vulnérables participent à un dialogue local inclusif capable de réduire les violences communautaires et de favoriser la cohésion sociale dans les 8 communes.**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat** :

**Résumé de progrès:** (Limite de 350 mots)

Les appuis du projets ont contribué à accompagner les autorités locales dans la gestion ~~civile~~ des conflits à travers un dialogue plus accrue au niveau communautaire. On note que les autorités font d’avantage appel aux CLPR dans la résolution des conflits au niveau local.

Les communautés cibles privilégient désormais le dialogue comme mode prioritaire de règlement des conflits au sein des communautés. Dans la

région cible de l’Ouham-Pendé (Paoua et Bozoum) les CLPR ont pu identifier une dizaine de

conflits graves liés à des cas variés : assassinat, transhumance, foncier. Ils ont résolu par le

dialogue certains cas dont le plus frappant a été le conflit de Gouzé vers Paoua dans l’Ouham-

Pende. Suite à l’assassinat d’un jeune de Gouzé, la famille du défunt a décidé de se venger. La

tension était très forte et l’intervention du CLPR avec l’appui de la MINUSCA et des autorités

locales a permis d’apaiser les cœurs et d’organiser une cérémonie de réconciliation, de pardon et

de nouvelle alliance. Les femmes d'Alindao, Bria,

Kouango, Markounda dialoguent à travers des rencontres organisées sur les questions de

cohésion sociale et des élections locales.

Le Sultan Maire de Ndéle estime que les sensibilisations de masse organisées en faveur de la paix

et du vivre ensemble, ont beaucoup contribué au changement positif des communautés et impacté

de façon visible les comportements des jeunes, notamment sur la tolérance à la diversité des

religions, une cohabitation pacifique renforcée. Toutes choses exprimées avec les populations

déplacées internes (PDIs) de Pladama Ouaka-Bambari, PK3(Bria) et Birao, dont l’installation a été

l’un des mérites catalytiques du projet.

Le préfet et le maire de Bria sont d’avis que la construction de la maison de la paix est une

innovation qui contribuera à la mise en place des conditions favorables au dialogue inclusif.

Le renforcement des capacités des professionnels des médias communautaires afin qu’ils

participent à la production et à la diffusion des informations de qualité sur les processus de dialogue

communautaire organisé en 8 pools dans certaines localités cibles du projet a regroupé 442

personnes dont 8% de jeunes et 8% de femmes. Plus de 100 professionnels des médias venant de 14 radios communautaires ont été renforcés en connaissance des questions de gestion des conflits, des élections locales. Une évaluation finale post formation a montré un taux de 95% de moyenne de 10/10 (Cf. rapport final des consultants). La participation des jeunes et des femmes a été

très appréciée des acteurs locaux et a contribué à l’amélioration de la cohabitation

entre chrétiens et musulmans, notamment à Bria, Batangafo, Boguila, Bambari, Alindao. Les

sensibilisations organisées par le projet ont renforcé les capacités ~~édifié~~ des jeunes et des femmes sur leurs rôles dans

l’apaisement des tensions électorales, ainsi que sur le danger de leur instrumentalisation pour des

violences.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 350 mots*)*

Le projet contribue fortement l’inclusion des femmes et des personnes vivant avec un handicap dans tous les processus de dialogue et de résolution des conflits communautaires. De manière concrète, 42,3% des personnes ayant participé aux assemblées électives des CLPR sont des femmes incluant les personnes vivant avec un handicap. 41% des participants aux forums de dialogue communautaire sont des femmes et des jeunes filles dont la participation efficace a abouti à la réhabilitation/construction de 06 maisons de la femme dans le cadre de la réalisation des initiatives d’intérêt communautaire dans les zones du projet.

Plusieurs résolutions et points d’actions à l’issue des forums de dialogue communautaires étaient relatifs à un meilleur engagement communautaire à la prévention des violences basées sur le genre y compris les violences sexuelles en cas de conflit ; la prévention des pratiques néfastes à l’égard des femmes et des filles (mutilations génitales, mariage précoce, lévirat etc.) ; à l’accroissement de la représentativité des femmes dans les instances de prise des décisions. A ce jour, 03 forums de dialogue communautaires sur 08 organisées dans chacune des localités du projet ont été consacrées exclusivement aux questions de genre et de participation des femmes à la vie publique.

En cela, le Projet est en conformité avec sa théorie du changement et participe de la mise en œuvre de l’Agenda Femmes Paix et Sécurité du Conseil de Sécurité des Nations Unies consacré par la Résolution 1325 et les résolutions connexes.

**En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau du Résultat1 dans le tableau ci-dessous**

* Si un résultat a plus de 3 indicateurs, sélectionnez les 3 plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence.
* S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le et fournissez toute explication. Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (3000 caractères maximum par entrée)

| **Indicateurs de résultat** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 1.1**Le degré de satisfaction des communautés désagrégés par sexe et par âge quant à la prise en compte de leurs besoins et contributions dans les résolutions des dialogues communautaires** | **48** | **+30**  |  **à déterminer l’issue de l’enquête de perception en cours de préparation**  |  |
| **Indicateur** 1.2**Baisse du pourcentage d'incidents/rupture de la paix dans les zones du projet** | **65 %** | **30 %** | **25 %** | **Les acteurs de paix sont plus dynamiques et actifs et les communautés comprennent mieux leur rôle dans la promotion de la cohésion sociale** |
| **Indicateur** 1.3**Niveau de satisfaction des femmes participantes aux structures de mise en œuvre et de suivi des résolutions des dialogues communautaires (prises en compte de leurs besoins, questions spécifiques aux femmes abordées, places occupées par les femmes)** | **29 %** | **+ 30 %** | **à déterminer l’issue de l’enquête de perception en cours de préparation**  |  |

Combien de produits sont définis sous le résultat 1 ? 3

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le Résultat 1

Produit 1.1 : Les infrastructures locales de Paix sont capables de promouvoir les initiatives de dialogue intra et inter communautaire.

**Produit 1.2** : Des plateformes de dialogue et de concertation intercommunautaires et intracommunautaires sont capables de structurer et de répondre aux besoins et attentes des communautés au niveau local.

**Produit 1.3** : Le niveau des connaissances et de compétences des populations notamment les femmes et les jeunes sur les processus de dialogue communautaire et l’éducation à la paix est accru.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

**Produit 1.1 :** **Les infrastructures locales de Paix sont capables de promouvoir les initiatives de dialogue intra et inter communautaire.**

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 1.1.1**Nombre de CLPR mis en place dans les communes cibles du projet.** | **3** | **8** | **12** | Le projet a fait une extension de sa zone cible initiale en intégrant des localités où les besoins urgents se faisaient sentir (Mobaye, Bangassou, Bozoum, Paoua, ce qui a porté les localités cibles à 12. Les 12 CLPR sont opérationnels. |
| **Indicateur** 1.1.2**Nombres d’initiatives de dialogue inter et intracommunautaires initiées par les infrastructures locales de paix.** | **0** | **32** | **61 rencontres de dialogue organisées par les CLPR****123 sessions de campagnes de sensibilisation de masse et de proximité dans l’ensemble de la zone cible ayant touchées environ 17 000 personnes** | **Le renforcement des capacités techniques, logistiques et financières des CLPR.** |
| **Indicateur** 1.1.3 |  |  |  |  |

**Produit 1.2 : Des plateformes de dialogue et de concertation intercommunautaires et intracommunautaires sont capables de structurer et de répondre aux besoins et attentes des communautés au niveau local.**

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 1.2.1**Nombre de différends résolus dans le cadre plateformes de dialogue communautaire**  | **00**  | **32**  | **~~une cinquantaine de conflits identifiés.~~** **32 conflits résolus** | **Les acteurs de paix arrivent à identifier les types de conflits (transhumance, foncier, assassinat, conjugaux, etc.),****Tant bien que mal arrivent à en résoudre certains par le dialogue et la concertation.** |
| **Indicateur** 1.2.2**Nombre de plateformes consacrées aux femmes et aux problématiques du genre organisées dans les communes cibles du projet.** | **0** | **16** | **41**  | **Le grand changement pourrait être perceptible avec l'opérationnalisation des maisons de la femme à la fin des constructions dans les 08 localités qui va intensifier les plateformes de dialogue consacrées aux problématiquesdu genre dans les communes cibles.** |
| **Indicateur** 1.2.3**Nombre de personnes désagrégées par sexe et âge impliquées dans les travaux des plateformes** | **0** | **400** |  **1 175Personnes au total ont pris part aux 13 forums de dialogue communautaires~~:~~** **H : 323** **F : 337** **Jeunes garçons : 230****Jeunes filles : 207** **Personnes vivant avec handicap : 78** | **Les populations commencent a comprendre l’intérêt de participer au dialogue et s’approprie les vertus de la quiétude** |

**Produit 1.3: Le niveau des connaissances et de compétences des populations à la base notamment les femmes et les jeunes sur les processus de dialogue communautaire et l’éducation à la paix est accru**

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 1.3.1**Nombre de personnes formées sur les processus de dialogue politique et l’éducation à la paix (désagrégé par sexe et par âge).** | **0** | **400** | **2162 personnes dont 65% de jeunes formées à ce jour****1297 H****865F** | **.** |
| **Indicateur** 1.3.2**Nombre de personnes informées sur le processus de dialogue politique et de l’éducation à la paix (désagrégé par sexe et par âge).** | **0** | **20 000** | **23 000** | **La disponibilité des acteurs de paix (autorités locales, les CLPR, jeunes, femmes, les leaders traditionnels) des localités cibles du projet dont les capacités ont été renforcées a mieux informer les populations cibles du projet sur processus du dialogue social.** |
| **Indicateur** 1.3.3 |  |  |  |  |

**Produit 1.4:** Click or tap here to enter text.

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 1.4.1 |  |  |  |  |
| **Indicateur** 1.4.2 |  |  |  |  |
| **Indicateur** 1.4.3 |  |  |  |  |

**Produit 1.5:** Click or tap here to enter text.

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 1.5.1 |  |  |  |  |
| **Indicateur** 1.5.2 |  |  |  |  |
| **Indicateur** 1.5.3 |  |  |  |  |

**Résultat 2: D'ici la fin du projet, les mécanismes de dialogue communautaire mis en place dans le cadre du projet fonctionnent efficacement et favorisent à la tenue des élections locales apaisées et inclusives.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès:** (Limite de 350 mots)

23 000 Jugements supplétifs ou de reconstitution des actes de naissance ont été établis en faveur des personnes vulnérables en âge dans les zones de mise en œuvre du projet afin d’accroitre leur taux d’inscription sur les listes électorales. Les principaux bénéficiaires de cette intervention (Hommes : 2,956, jeune homme : 3,473, Femmes : 8 179, jeunes femmes : 8392) se sont engagés à participer aux élections locales en cours de participation. Le projet a intégré le principe de ne laisser personne de coté en impliquant les personnes vivant avec un handicap (15%) et les peuples autochtones (2 000 hommes et femmes pygmées) Aussi, 812 aspirants à des postes électifs au niveau local, dont 782 femmes et 30 hommes ont bénéficiés des renforcements de capacité sur le cadre normatif relatif aux élections locales et la décentralisation, les stratégies de campagnes électorales, la mobilisation des fonds etc. et sont désormais aptes à monter des dossiers de de candidature conformes à la loi, à définir leur programme de campagne à mobiliser une équipe et à définir et mettre en œuvre un plan de mobilisation des fonds pour la campagne électorale. Toutes ces activités contribuent à la création d’un environnement favorable à la participation électorales des groupes vulnérables.

La fracture communicationnelle entre le niveau central et local continue de se combler grâce à la dynamique inclusive de concertations créée par les cadres de dialogue (CLPR, Organisation des femmes Centrafricaine - OFCA, Jeunesse, Confessions religieuses, médias communautaires), impliquant les autorités et les leaders à tous les niveaux (Ministres, techniciens, professionnels de médias, préfets, maires, leaders communautaire/politiques, etc.).

En plus, 140 animateurs de 16 radios communautaires ont bénéficié d’un renforcement de capacité sur la formulation des programmes sur la paix et sont désormais capables d’informer et sensibiliser les communautés des zones cibles du Projet.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 350 mots*)*

Plusieurs initiatives du projet (renforcement des capacités des femmes aspirantes à des postes électifs, établissement des actes de naissance, campagne d’éducation civique etc.) visent la réduction des inégalités sexuelles dans la participation à la vie publique. Les femmes et les jeunes femmes étant moins représentées que les femmes à tous les niveaux de la prise des décisions, elles constituent les principales bénéficiaires des initiatives du projet en lien avec la participation aux élections locales (98% des bénéficiaires des formations des aspirants aux élections locales sont des femmes, 76% des bénéficiaires des jugements supplétifs ou de reconstitution des actes de naissance sont des femmes et des filles en âge de voter

Le renforcement des capacités des animateurs des radios communautaires a inclus des modules sur l’égalité des genres et la participation politique des femmes. 05 radios communautaires ont développé une nouvelle grille de programme en incluant des espaces pour les femmes leaders et aspirantes aux postes électifs.

**En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau du Résultat 2 dans le tableau ci-dessous**

* Si un résultat a plus de 3 indicateurs, sélectionnez les 3 plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence.
* S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le et fournissez toute explication. Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (3000 caractères maximum par entrée)

| **Indicateurs de résultat** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 2.1**Nombre d’interactions (correspondances, participation physique des autorités centrales) entre le niveau central et le niveau local dans le cadre des plateformes de dialogue communautaire** | **0** | **16** | **33** **(20 avant 2023 + 13 durant le semestre 1)** |  ChangementLes autorités locales utilisent les CLPRs pour la gestion des conflits (Ndele, Bria, Alindao, Bambari). Les services techniques déconcentrés participent a la mise en œuvre du projet. Les autorités nationales participent aux ateliers de lancement des activités au niveau locale. |
| **Indicateur** 2.2**Nombre de responsables centraux impliqués dans la production et la diffusion des informations sur les dialogues communautaires dans le cadre du projet.** | **0** | **20** | **15 (dont 4 femmes)** |  |
| **Indicateur** 2.3 |  |  |  |  |

Combien de produits sont définis sous le résultat 2 ? 2

Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le Résultat 2

**Produit 2.1** : L’environnement communautaire est apaisé et favorise une participation accrue des populations notamment les femmes et les jeunes aux élections locales.

**Produit 2.2** : Les animateurs des médias communautaires participent à la diffusion des informations de qualité sur le processus de dialogue communautaire.

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l’état d’avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

**Produit 2.1 : L’environnement communautaire est apaisé et favorise une participation accrue des populations notamment les femmes et les jeunes aux élections locales.**

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s’il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 2.1.1**Nombre de différends inter et intracommunautaires résolus pacifiquement**  | **0** | **20** | **34****(09 à Paoua,****11 à Bambari,****02 à Bangassou****12 à Kouango.** | ***Changement*****Un mécanisme de résolution des conflits existe, et met en confiance les autorités qui l’utilisent et les populations qui s’y réfèrent.** |
| **Indicateur** 2.1.2**Taux d’accroissement de la participation électorale par le fait de la normalisation des rapports communautaires (désagrégé par sexe et par âge).** | **H : 53 ;3****F : 46,6** | **65%** | **00** **~~Cet indicateur sera renseigné après la phase des inscriptions sur les listes électorales~~**  | **L’indicateur ne pourra être mesuré qu’après** la mise à jour des listes électorales et l’organisation des élections locales, prévues en 2023. |
| **Indicateur** 2.1.3 |  |  |  |  |

**Produit 2.2 : Les animateurs des médias communautaires participent à la diffusion des informations de qualité sur le processus de dialogue communautaire.**

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 2.2.1**Nombre de radios communautaire qui diffusent les contenus sur les dialogues communautaires et l’éducation civique élaborés dans le cadre du projet.** | **0** | **8** | **1****, Communautaire de Bambari****Alindao, kouango, Mobaye, Bangassou, Bria, Sam Oundja, Bossangoa, Batangafo, Paoua, Bozoum** |  |
| **Indicateur** 2.2.2**Nombre d’émissions spécialement consacrées aux activités du projet dans les radios communautaires cibles du projet.** | **0** | **20** | **18****CLPR de Bambari 05,****CLPR de Kouango 03****CLPR Bossangoa 02****Alindao 02****Kouango 03****Bria 03** |  |
| **Indicateur** 2.2.3 |  |  |  |  |

**Produit 2.3:**

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 2.3.1 |  |  |  |  |
| **Indicateur** 2.3.2 |  |  |  |  |
| **Indicateur** 2.3.3 |  |  |  |  |

**Produit 2.4:**

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 2.4.1 |  |  |  |  |
| **Indicateur** 2.4.2 |  |  |  |  |
| **Indicateur** 2.4.3 |  |  |  |  |

**Produit 2.5:**

| **Indicateurs de produit** | **Indicateur de base** | **Cible de fin de projet** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateur** 2.5.1 |  |  |  |  |
| **Indicateur** 2.5.2 |  |  |  |  |
| **Indicateur** 2.5.3 |  |  |  |  |

**Merci de reproduire le rapport détaillé pour chacun des résultats et les produits qui y sont associés**

**PARTIE III: QUESTIONS TRANSVERSALES**

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films

Il est prévu d’organiser une grande caravane de la paix dans 06 grands villes constituant des pools de la zone cible du projet. Chaque caravane de la paix va impliquer les différents membres des infrastructures de paix ciblée par le projet (CLPR, les jeunes, les femmes, les leaders traditionnels et confessionnels, les professionnels des médias, les autorités locales). Des messages de cohésion sociale, de cohabitation pacifique, de dialogue seront diffusés, des débats sur des thématiques variées seront organisés lors de cette journée de caravane, notamment ceux en rapport avec l’apaisement des violences électorales. Un film documentaire est prévu d’être réalisé à la fin du projet pour une meilleure visibilité et information du publique tant national qu’international sur les acquis et réalisation du projet.

L’organisation des ateliers de formation des femmes, la réalisation des travaux d’intérêt communautaire

Si oui, indiquez combien d'événements, et pour chacun, la date approximative et une brève description, incluant les objectifs, l'audience cible et le lieu (si connu)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Titre de l'événement*** | ***Date (peut être approximative)*** | ***Lieu*** ***(Si connu)*** | ***Audience Cible*** | ***Objectifs (150 mots max.)*** |
| Grande caravane de la paix en République Centrafricaine | Aout-septembre 2023 | Bambari, Bria, Bangassou, Bossangoa, Paoua et Birao | Les CLPR, les jeunes, les femmes, les leaders traditionnels et religieux, les autorités locales, les communautés. | Transmettre des messages de cohésion sociale, de cohabitation pacifique, de dialogue et de consolidation de la paix; pour des élections locales apaisées. Débattre sur des sujets pertinents pour chaque zone |
| Film documentaire | Septembre 2023 | Toute la zone cible du projet | L'ensemble des acteurs de paix (CLPR, les jeunes, les femmes, les leaders traditionnels et religieux, les autorités locales et les FSI, les populations. Les animateurs des radios communautaires, les Agences du SNU et partenaires de mise en œuvre | Donner plus de visibilité et d'informations au grand public sur les réalisations du projet. |
| Réception officielle des 08 maisons de la paix | juillet 2023 | Bambari, Kouango, Bossangoa, Mobaye, Alindao, Bozoum, Bria | CLPR, OFCA, Jeunesse, Autorités Nationales et locales | Mettre à la disposition des infrastructures de la paix un cadre d’accueil des concertations sur les problèmes de leurs localités respectives |
| Equipement de 04 Radios communautaires  | juillet à septembre 2023 | Kouango, Alindao, Batangafo et Birao. Quid de la radio de Markounda avec minusca | Les populations de la zone. | Renforcer la couverture médiatique desdites radios dans la zone à forte concentration d’incidents conflictuels, en vue de permettre la diffusion des messages de paix |

**Impact Humain**

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez le nombre de parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement :

i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet

ii. L'impact du projet sur leurs vies

iii. Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie Prenante** | **Quels étaient les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet (350 mots max)** | **Quel est l'impact du projet sur leurs vies (350 mots max)** | **Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes (350 mots max)** |
| Les professionnels des médias communautaires | Ils n'étaient pas suffisamment outillés sur les questions de résolutions des conflits par le dialogue, sur les questions des élections locales, sur leurs rôles dans la dynamique de dialogue social pour la consolidation de la paix. |  les professionnels de médias communautaires connaissent l'importance de la radio communautaire dans les règlements des conflits, de leurs apports à des élections apaisées par la diffusion des informations de qualité et de cohésion sociale. | A la fin des formations, des témoignages audios ont été enregistrés attestant de l'impact que la formation a eu sur la vie professionnelle des journalistes des médias communautaires, sur les femmes et les jeunes. Ex: Interviews (copies audio jointes). |
| Les CLPR | Faible capacité à gérer les conflits, à cause de leur création récente, d’une absence de moyens et de la méconnaissance des mécanismes de prévention et de gestion des conflits | Une mise en place inclusive : toutes les associations de dialogue s’y retrouvent, y compris celle des femmes et des jeunes. Plus de moyens pour les activités des CLPR, et une meilleure connaissance des mécanismes de gestion des conflits. | Le président du CLPR de Kouango déclarait que "grâce aux enseignements et aux moyens mis à disposition, nous pouvons maintenant aller dans nos contrées aider à la résolution des conflits, car nous avons maintenant la méthode qu'il faut  |
| Les femmes | Assujetties par les pesanteurs culturelles négatives, elles hésitent à prendre une part active dans les initiatives de paix ou à être en première ligne sur les débats qui engagent la communauté  | Compréhension que le dialogue reste un moyen essentiel d’échanger avec les hommes sur leurs besoins et d’annoncer sans tabous leurs préoccupations. A Alindao, les femmes ont échangé autour des questions électorales et de cohésion sociale.  | Dans un focus group a Bria, la présidente de l’OFCA, déclarait que le dialogue inclusif permet à tous de comprendre que chacun peut s’exprimer librement sur ses besoins spécifiques en vue d’y trouver une solution. A Alindao, les femmes ont échangé de leur propre chef autour des questions électorales et de cohésion sociale. Durant les rencontres les femmes députées marquent leur intérêt aux aspects liés à la participation des femmes aux activités communautaires  |
| Les jeunes | Méconnaissance de l’importance de leur rôle et leur contribution possible au processus de la paix. | La participation des différents conseils des jeunes aux formations, ainsi que les appuis du projet a leurs journées respectives sur le leaderships et l’entrepreneuriat ont suscité chez eux désormais une Forte sensibilité des jeunes aux conflits et une prédisposition et/ou volonté à entreprendre. | Nous comprenons désormais que nous sommes les premiers acteurs des conflits, déclarait le Président du Conseil préfectoral de la jeunesse de la Ouaka (Bambari). |
| Les autorités | Verticalité de la gouvernance. | Meilleure compréhension de la politique nationale de Gouvernance Locale et de quelle manière sa mise en œuvre peut réduire les tensions sociales. | Au lancement des activités de formation des professionnels des médias communautaires, les autorités des ministères de la communication, du ministère de l’action humanitaire et de l’ANE ont réhaussé de leurs présence la rencontre de Bossangoa, marquant ainsi le lien qui s’établi entre le niveau national et le niveau local. |
| Leaders communautaires | Absence de cadre officiel de médiation | Amélioration de l’environnement sécuritaire grâce à leur implication dans les missions des CLPRs appuyées par le projet. | A Paoua, en novembre 2022, le CLPR avec l’appui de la MINUSCA et des autorités locales a résolu un important conflit suite à l’assassinat d’un jeune à Gouzé (Cf. Rapport). |
| Personnes vulnérables en âge de voter (18 ans et plus). | Environ 60% des populations des zones cibles du projet n’ont pas de pièce officielle (Carte nationale d’identité, acte de naissance). Or la possession d’une pièce officielle est un préalable à la participation électorale. L’établissement d’un jugement supplétif d’acte de naissance fait l’objet des tracasseries administratives.  |  Plus de 23 000 personnes sont désormais bénéficiaires de documents officiels dans la zone cible du projet leur permettant de remplir leur devoir civique et participer aux prises de décisions | Nous pourrons obtenir nos pièces d’identité et être désormais électeurs déclaraient les jeunes de Ndele |

En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédentes, vous pouvez utiliser cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet. (650 mots max):

**La grande compréhension du dialogue et de ses vertus par les communautés, les autorités locales, les leaders communautaires et religieux, les jeunes, les femmes, les personnes à handicap est entrain de renforcer l’instauration de la gestion civile des conflits. Les débats francs, sont en train d’ouvrir la porte a la liberté d’expression. Les prévisions faites aux femmes dans les espaces des maisons de la paix, renforce les dispositions de participation de femmes aux différents dialogues.**

**Grace au renforcement des capacités techniques, matériels et financiers apportés, les CLPRs jouent désormais leur rôle de médiateur sur le terrain. Ils ont organisé aisément,** **13 forums des dialogues communautaires inclusifs réunissant en moyenne 50 personnes. Les thématiques abordées en adéquation avec les réalités conflictuelles de chacune des localités du projet ont permis aux acteurs de se libérer sans retenus devant les autorités locales, ce qu’ils ont trouvé impossible avant les interventions du projet.**

**Les femmes députées ont montré leur disponibilité à participer désormais à tous les processus de dialogue.**

**Les formations des professionnels des médias communautaires ont permis aux communautés de mieux comprendre l’utilité des radios communautaires dans l’apaisement des violences**

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 ﬁchiers dans diﬀérents formats (ﬁchiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) et 3 liens à des ressources web pour illustrer l'impact humain du projet [OPTIONELLE]

Veuillez cocher le changement applicable en fonction du récit ci-dessus.

Comment nous avons travaillé (veuillez sélectionner jusqu'à 3) :

[ ] Numérisation améliorée : [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

[x]  Des méthodes de travail innovantes [[1]](#footnote-2) [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

**Les CLPR créés sont des outils supplémentaires au service des autorités locales et des populations pour le règlement des conflits au niveau communautaire. Les autorités locales et les FSI qui faisaient autre fois recours à la répression pour régler les conflits, adoptent une méthodologie plus pédagogique et sociale en utilisant les CLPR et l’OFCA pour asseoir le dialogue et résoudre pacifiquement les conflits. Ceci renforce la cohésion sociale, l’apaisement des cœurs et le pardon au sein de la communauté. L’appropriation de cette approche a permis aux autorités locales de privilégier désormais la gestion civile des conflits au profit de l’action judiciaire. Le projet à travers ses relais communautaires (VNU) a encadré les activités des CLPR sur une large zone cible du projet comportant 12 localités (sud-est et Nord, Nord-ouest du pays).**

[ ]  Ressources supplémentaires mobilisées [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

[ ] Cadres politiques améliorés ou initiés [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

[x] Capacités renforcées [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

**Les formations des membres des infrastructures de paix (CLPR, jeunes, femmes, leaders traditionnels et religieux, les autorités locales, les professionnels des médias communautaires) dans les domaines du dialogue social, des résolutions des conflits, des élections locales, renforcent les capacités des communautés cibles du projet afin qu’elles contribuent à la consolidation de la paix.**

[x] Partenariat avec des organisations locales de la société civile [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

**Le projet travaille avec les organisations préfectorales de la jeunesse, des organisations préfectorales des femmes (OFCA), des personnes vulnérables qui sont membres des OSC. Les appuis multiformes (formations, équipements, constructions, etc.) que le projet apporte renforcent le partenariat entre le projet et les OSC dans la bataille pour le retour de la paix en RCA.**

[ ]  Élargir les coalitions et galvaniser la volonté politique [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

[ ]  Renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales (IFIS)[expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

[ ]  Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max

Avec qui travaillons-nous (en plus des partenaires de mise en œuvre) (veuillez sélectionner jusqu'à 3) :

☐ Renforcement des partenariats avec les IFI: [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

**☐x** Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies : [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

**La mise en œuvre conjointe du projet par PNUD et ONUFEMMES renforce le partenariat entre agences du SNU. Les Comités de pilotage et Comités techniques sont coanimés par les deux (02) agences, les activités de l’une ou l’autre agence sont soutenues mutuellement. Par ailleurs le projet a aussi permis des actions catalytiques ayant conduit à la synergie avec les acteurs humanitaires pour réinstaller les populations déplacées a Bambari et Bria, contribuant ainsi au processus des Solutions Durables pour les retournés.**

**☐x** Partenariat avec des organisations locales de la société civile : [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

**Le projet travaille avec les OSC au niveau local, des jeunes, des femmes, des personnes vivant avec handicaps. Ces organisations sont toujours conviées à tous les ateliers de formation, les organisations des femmes et des jeunes font l’objet d’appui en AGR pour la relance socioéconomique.**

**☐** En partenariat avec le milieu universitaire/académique local : [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

**☐** En partenariat avec des entités infranationales : [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

**☐x** En partenariat avec des entités nationales : [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

**Le projet développe un partenariat avec les entités nationales notamment les ministères sectoriels comme : le ministère plan et la coopération, l’action humanitaire, la promotion du genre, la communication, la jeunesse et les sports. Également l’ANE, le Forum des femmes parlementaires, la plateforme religieuse nationale, l’OSC nationale, la CNJ.**

**☐** En partenariat avec des volontaires locaux : [expliquez, s'il vous plaît, 350 mots max]

**LNOB Leave no one behind – Ne laisser personne de côté** : sélectionner tous les bénéficiaires ciblés par les ressources PBF, comme en témoigne le récit ? [obligatoire]

[x]  Persons sans-emploi (Chômeurs)

[x]  Minorités (ex. race, origine ethnique, linguistique, religion, etc.)

[x]  Communautés autochtones

[x]  Personnes handicapées\*

[x]  Personnes touchées par la violence (par exemple, VBG)

[x]  Femmes

[x]  Jeunesse

[x]  Minorités liées à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité et à l'expression de genre

[x]  Personnes vivant dans et autour des zones frontalières

[ ]  Personnes touchées par des catastrophes naturelles

[x]  Personnes affectées par les conflits armés

[x]  Personnes déplacées internes, réfugiés ou migrants

**PARTIE IV : SUIVI, ÉVALUATION ET CONFORMITÉ**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 350 mots)**Plusieurs missions de suivi des activités ont été réalisées avec les services techniques de l’Etat au niveau national et local (Services techniques déconcentrés), notamment le ministère de l’Action Humanitaire, de la Solidarité et de la Réconciliation ; les services techniques des affaires sociales, de la promotion du genre ; de la communication, de la jeunesse.Les réunions des CoPil et des Comités techniques assurent le suivi de la mise en œuvre du projet au niveau stratégique et opérationnel.** | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Précisez quelles sources de preuves ont été utilisées pour rendre compte des indicateurs (et sont disponibles sur demande) :  **Les rapports des missions, les Comptes rendus des ateliers de formation, des réunions des Comités pilotage et technique, des évidences audios, des photos.** Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données aux niveaux de résultat ? Veuillez décrire brièvement. (limite de 350 mots)**Les enquêtes de perception sont prévues au semestre 2 de l’année 2023, du fait du retard occasionné en début d’année 2023 a cause de la migration du programme de gestion Atlas vers Quantum****Toutefois, l'étude de référence du projet validée en juin 2022 a permis d’avoir une référence sur les cadres de prévention des conflits et de renseigner les valeurs de références manquante du projet ( A vous d’apprécier)** |
| **autoritéEvaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?Oui/Non/Pas relevant  | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 60 000Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*350 mots max.*)*: Elaboration d'un TDR pour le recrutement de deux (02) consultants (international et national), pendant 45 jours ouvrables, qui seront publiés en aout 2023 apres validation par le Secretariat du PBF.Veuillez mentionner la personne focale chargée de partager le rapport d'évaluation final avec le PBF :*Nom* Mohamed Elmehdi AG RHISSA *Email: mohamed.elmehdi.ag.rhissa@undp.org* |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet depuis qu’il a été lancé. | Nom de donnateur: Montant ($):PNUD 150 000                       |
| **Eﬀet catalytique (non ﬁnancier)** : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ?[ ] Aucun eﬀet catalytique[ ] Peu d’eﬀet catalytique [x] Eﬀet catalytique important [ ] Eﬀet catalytique très important [ ] Je ne sais pas[ ] Trop tôt pour savoir | Veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non-financier), c'est à dire, comment le projet a-t-il contribuer à l'accroissement ou le développement de programmes ou de politiques visant à pérenniser la paix, si bien au sein du système des Nations Unies qu'à l'extérieur(Veuillez limitez vos réponses à 350 mots)La création et la redynamisation des CLPR dans les 12 localités cibles du projet ont permis aux autorités locales et aux FSI de s’appuyer sur un mécanisme de règlement des conflits par le dialogue. Les CLPR sont devenus des partenaires d’aide à la résolution pacifique des conflits, ce qui contribuent à renforcer la confiance au sein des communautés et à consolider la paix. Les exercices de cohésion sociale entrepris durant ces derniers temps par le projet ont permis aux acteurs humanitaires d’organiser les enquêtes sur les intentions de retour des PDIs (BRIA, Bambari, Birao, Alindao, Kouango)) et renforcer la cohabitation pacifique avec les populations d’accueil |
| **Durabilité :** Le projet a-t-il un plan de sortie explicite ? Veuillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet (limite de 350 mots)**La durabilité du projet est assurée tout d’abord en veillant à une collaboration étroite avec les Ministères de l’Action Humanitaire, de la Solidarité et la Réconciliation Nationale (en charge des CLPR), de la Promotion du Genre, de la Jeunesse, et de l’Autorité Nationale des Élections, dans la mise en œuvre directe des activités.** **Ces parties prenantes dont les techniciens sont membres du Comité technique ont été amenées à inclure les activités dans leurs plans d’action et stratégies. Les Ministères de l’Action Humanitaire, de la Solidarité et de la Réconciliation Nationale et de la Promotion du Genre en particulier sont des partenaires d’exécution directe du projet. Leurs répondants au niveau déconcentré participent pleinement aux activités du projet et en assurent le suivi.****L’implication des CLPRs, de l’OFCA, des conseils préfectoraux de la jeunesse et des représentants des confessions religieuses dès le lancement du projet leur donnera la latitude d’en assurer aisément la continuité, puisque les outils de travail (documentation, outils pédagogiques, guides en matière de conduite du dialogue communautaire, Précis de la participation politique des femmes, Guide desvolontaires communautaires, Précis sur la décentralisation et le développement local inclusif) nécessaires leur sont progressivement légués et qu’ils n’auront pas besoin de frais particuliers pour continuer les actions.****La construction des maisons de la paix, la dotation des infrastructures locales de paix et des radios communautaires en équipements et matériel dans le cadre du projet, le renforcement des capacités des professionnels des médias sur le journalisme sensible aux conflits et la gestion des rumeurs, y compris l’appui à la révision des grilles des programmes des radios communautaires renforceront la poursuite des activités du projet au terme de sa période contractuelle de mise en œuvre.** **La stratégie de durabilité concerne la constitution dans chaque commune du projet, d’un pool de relais locaux (formateurs) chargés d’animer ou de prolonger les activités du projet au-delà de sa durée contractuelle. Tous les CLPRs, les leaders d’organisations des femmes et des jeunes qui ont bénéficié des formations dans le cadre du projet ont élaboré des plans d’action de dissémination des connaissances acquises bien au-delà de la période contractuelle de mise en œuvre du projet**. **Les médias communautaires formés et équipés assurent le relais des activités des acteurs de paix et contribuent à l’information et à l’éducation civique des populations cibles du projet.** |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 350 mots)      |

**Activités de suivi et de contrôle[[2]](#endnote-2) (sélectionner uniquement les éléments pertinents)**

|  |  |
| --- | --- |
| **Événement clé de surveillance et de contrôle** | **Constatations et résumé** |
| Le Comité de pilotage | Difficultés a réunir les points focaux des départements membres |
| Le Comité technique | Le bilan des activités du projet de l’année 2022 a été présenté, les résultats atteints au semestre 1 de l’année 2023 a été présentés et discutés par les participants, les perspectives pour le semestre 2 qui clôture le projet a fait l’objet de partage durant le comité technique. |
| Missions d’inspection des constructions des maisons de la paix dans 03 des 08 localités retenues (Kouango, Mobaye et Alindao). | Des imperfections ont été relevées, des recadrages ont été faites. Il est recommandé :1/ Les entreprises sont tenues de mettre en place les derniers travaux en prenant en compte des recommandations formulées sur chaque site ; 2/ Le paiement de la troisième tranche des travaux est important afin de permettre aux entreprises de s’organiser pour assurer les derniers travaux ; 3/ Une extension du délai des travaux est nécessaire puisque les entreprises sont déjà hors délai contractuel ; 4/ Une augmentation de la fréquence des missions est nécessaire pour le suivi des derniers travaux. |
| Contrôle assurance des activités des CLPRs après le renforcement de leurs capacités techniques et financières  | Centralisation à travers les VNUs sur terrain des rapportsd’activités des CLPRs avec des feedback après analyses |

1. Où l'innovation est définie comme un produit, un service ou une stratégie qui est à la fois nouveau et utile. Les innovations ne doivent pas nécessairement être des percées majeures dans la technologie ou les solutions numériques, mais incluent ici une approche nouvelle et/ou créative pour résoudre les problèmes du développement. [↑](#footnote-ref-2)
2. ~~Notamment des réunions du comité de pilotage, des visites de surveillance, de la surveillance par des tiers, de la surveillance communautaire, de toute collecte de données, de la perception ou d'autres résultats d'enquête, des rapports d'évaluation, des audits ou des enquêtes.~~ [↑](#endnote-ref-2)